



Chimie ParisTech
11 rue Pierre et Marie Curie
75231 Paris Cedex 05
01 85 78 41 00
www.chimieparistech.psl.eu

Accord-cadre portant sur des services d'agence de voyages, de prestations de transport, d'hébergement et services associés dans le cadre de la gestion des déplacements professionnels des agents, étudiants et personnels invités, en mission à l'ENSCP.

Accord-cadre à bons de commande, passé selon la procédure en appel d'offre ouvert

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES
PARTICULIÈRES
(CCAP)

N° 2025ENSCP00004

16/05/2025	2025ENSCP00004	AC déplacements professionnels	1/23
------------	----------------	--------------------------------	------

Sommaire

1	OBJET DE L'ACCORD-CADRE.....	4
2	FORME.....	4
3	DOCUMENTS CONTRACTUELS	4
4	INTERVENANTS AU CONTRAT.....	4
4.1	PARTIES AU CONTRAT.....	4
4.2	SOUS-TRAITANCE	5
4.3	COTRAITANCE	6
4.4	SUIVI DU MARCHE PUBLIC	6
	4.4.1. Représentation de l'acheteur	6
	4.4.2. Représentants du Titulaire	6
5	CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE	6
5.1	ALLOTISSEMENT – VARIANTES - PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES.....	6
5.2	MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES.....	6
5.3	CLAUSES DE REEXAMEN	7
5.4	MONTANT DE L'ACCORD-CADRE	7
5.5	DUREE DU MARCHE PUBLIC	7
5.6	MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS	7
5.7	HORAIRES D'OUVERTURE DES ETABLISSEMENTS	7
6	OBLIGATIONS DU TITULAIRE.....	7
6.1	CONDITIONS GENERALES	7
6.2	OBLIGATIONS DE QUALITE.....	8
6.3	OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION.....	8
6.4	OBLIGATIONS DE RESULTAT	8
6.5	OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES	9
6.6	PERSONNEL INTERVENANT POUR LE COMPTE DU TITULAIRE	9
6.7	CONTINUITE DE SERVICE	10
6.8	RESPONSABILITE DU TITULAIRE	10
6.9	TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	10
7	HABILITATION DES INTERVENANTS ET ACCES AUX ETABLISSEMENTS	15
8	CONDITIONS D'EXECUTION	15
8.1	ÉMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE	15
8.2	DELAIS D'EXECUTION.....	15
8.3	MODALITES DE DECOMPTE DES DELAIS	16
8.4	PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION.....	16
9	REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	16
10	VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS	16
11	CLAUSE ENVIRONNEMENTALE.....	16
12	MONTANT DES PRESTATIONS ET PRIX APPLIQUES	16
12.1	MONTANT DES PRESTATIONS	17
12.2	CONTENU DES PRIX.....	17
12.3	PRIX INITIAUX	17
12.4	FORMES ET TYPES DE PRIX.....	17
12.5	MODALITES DE REVISION DES PRIX.....	17
12.6	FORMULES DE REVISION DES PRIX	18
12.7	CLAUSE DE SAUVEGARDE	18
13	MODALITÉS DE RÈGLEMENT	18

13.1	DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES	18
13.2	ÉTABLISSEMENT DES FACTURES	18
13.2.1.	<i>Mentions obligatoires sur les factures</i>	18
13.2.2.	<i>Transmission des factures</i>	19
13.3	REGLEMENT	19
13.4	AVANCE	19
13.5	ACOMPTE.....	19
14	PÉNALITÉS.....	19
14.1	PENALITES POUR RETARD	19
14.2	PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE	20
14.3	PENALITES POUR NON-RESPECT DES PROPOSITIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT DURABLE	20
15	MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE	20
16	RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE	20
17	- PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	20
18	DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHÉ PUBLIC.....	21
18.1	ASSURANCES	21
18.2	DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE.....	21
18.3	REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE.....	21
19	OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE	21
19.1	LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE	21
19.2	LANGUE.....	21
19.3	COMMUNICATION DE TOUT CHANGEMENT AFFECTANT AUX DONNEES DU TITULAIRE	22
19.4	RESPONSABILITES DU TITULAIRE VIS-A-VIS DES TIERS	22
20	DIFFERENDS ET LITIGES	22
20.1	DISPOSITIONS GENERALES	22
20.2	COMITES CONSULTATIFS DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES.....	22
20.3	PROCEDURE CONTENTIEUSE	22
21	DEROGATIONS AU CCAG - FCS.....	23

1 OBJET DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre a pour objet la réalisation de prestations de services d'agence de voyages, de transport (recherche et réservation des titres de transport ferroviaire, aérien et maritime), d'hébergement (recherche et réservation hôtelière) et services associés (location de voiture, prise en charge de visa et autres prestations) pour les déplacements professionnels des agents et personnels invités.

L'accord-cadre concerne l'ENSCP.

Ces déplacements peuvent être individuels ou collectifs.

Les prestations, objets de la consultation, s'effectuent en tous lieux où se déroulent les déplacements professionnels des personnels en mission.

2 FORME

Le marché public se présente sous la forme d'un accord-cadre mono attributaire et donne lieu à la conclusion de marchés subséquent pour chaque membre du groupement. Les marchés subséquents s'exécutent par l'émission de bons de commande.

L'accord-cadre est mono-attributaire.

Il s'agit d'un marché de services.

3 DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 – Ordre de priorité - du CCAG Fournitures Courantes et Services Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement valant marché subséquent signé par le pouvoir adjudicateur et le représentant habilité du Titulaire, et son annexe 1 : bordereau des prix unitaires ;
- Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP) n° 2025ENSCP00004 ;
- Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) n° 2025ENSCP00004 et ses annexes n°1 et 2 : politique voyage de l'ENSCP et bilan d'activité 2022 à 2024.
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et services (CCAG/FCS), approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 ;
- Le cadre de réponses techniques remis par le Titulaire ;
- Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification de l'accord-cadre ;

En cas de contradiction, de non-conformité ou de divergence d'interprétation entre les différents documents mentionnés ci-dessus, ces documents prévaudront dans l'ordre où ils sont énumérés.

Par ailleurs, aucune condition spécifique ou générale figurant dans les documents envoyés par le Titulaire au titre de cette consultation ne pourra s'intégrer au présent marché public. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux, etc.

Le Titulaire ne pourra se prévaloir, dans l'exercice de sa mission, d'une quelconque ignorance des lois, décrets, arrêtés, règlements, circulaires, tous textes administratifs nationaux ou locaux applicables dans le cadre de l'exécution du présent marché public et, d'une manière générale, de tout texte ou de toute réglementation intéressant son activité pour autant que ces textes soient d'ordre public ou qu'ils suppléent au silence des autres pièces contractuelles.

4 INTERVENANTS AU CONTRAT

4.1 PARTIES AU CONTRAT

Le présent accord-cadre est conclu entre :

16/05/2025	2025ENSCP00004	AC déplacements professionnels	4/23
------------	----------------	--------------------------------	------

- L'Acheteur ou Pouvoir Adjudicateur : il s'agit de la personne publique qui conclut l'accord-cadre avec le Titulaire. Pour le présent accord-cadre, il s'agit de l'ENSCP.
- L'autorité habilitée à engager l'Ecole nationale supérieure de chimie de Paris est Monsieur Christian LERMINIAUX, Directeur de l'ENSCP

Le représentant du pouvoir adjudicateur précité est habilité à donner les documents prévus aux articles R. 2191-46 et R. 2191-60 du code de la commande publique.

et

- Le Titulaire : il s'agit de l'opérateur économique qui conclut ce marché public avec le pouvoir adjudicateur et dont les caractéristiques sont précisées à l'article C de l'acte d'engagement (AE). En cas de groupement des opérateurs économiques, le Titulaire désigne le groupement, représenté, le cas échéant, par son mandataire.

Le comptable assignataire est l'agent comptable des établissements concernés.

4.2 SOUS-TRAITANCE

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur : <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat> <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

En application des dispositions de l'article L.2193-7 du code de la commande publique, le titulaire communique le ou les contrats de sous-traitance à l'acheteur lorsque ce dernier lui en fait la demande sous 15 jours dès réception de la demande. À défaut de l'avoir produit, le titulaire encourt une pénalité en application des modalités prévues par le CCAG FCS.

En application des dispositions de l'article L.2193-2 du code de la commande publique, il appartient au sous-traitant qui, le cas échéant, fait appel à un sous-traitant de second rang, de faire accepter et agréer les conditions de paiement de ce sous-traitant de second rang par l'acheteur.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le sous-traitant de premier rang doit présenter son sous-traitant par le biais d'un acte spécial de sous-traitance. Il peut utiliser le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur le site de la DAJ <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-marches-publics>), sous réserve de son adaptation par le sous-traitant de premier rang.

Le formulaire adapté doit être signé par le titulaire, le sous-traitant de premier rang et le sous-traitant de second rang avant sa transmission à l'acheteur (contre récépissé ou lettre recommandée).

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant de second rang et agréer ses conditions de paiement. Le silence de l'acheteur gardé pendant 21 jours à compter de la réception de l'acte spécial de sous-traitance vaut acceptation du sous-traitant de second rang et agrément des conditions de paiement.

Le sous-traitant de premier rang ne peut confier au sous-traitant de second rang la totalité des prestations dont il a la charge.

4.3 COTRAITANCE

Le mandataire du groupement conjoint est solidaire, pour l'exécution du marché, de chacun des membres du groupement pour ses obligations contractuelles à l'égard de l'acheteur.

En cas de cotraitance, le mandataire du groupement devra assurer le travail de coordination et aura en charge le suivi et la réalisation des répartitions de paiement, de la planification et de la mise à jour du calendrier d'intervention du personnel cotraitant. Le mandataire assurera la liaison entre le pouvoir adjudicateur et ses cotraitants.

La composition du groupement ne peut être modifiée après la signature de l'accord-cadre. Toutefois, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres est mis en liquidation judiciaire ou qu'il se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, il peut demander à l'administration l'autorisation de continuer l'exécution sans cet opérateur défaillant, en proposant le cas échéant à l'acceptation de l'administration un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-contractants ou entreprises liées.

L'administration se prononce sur cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants ou entreprises liées présentés à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies (article R.2142-26 du code de la commande publique).

4.4 SUIVI DU MARCHÉ PUBLIC

4.4.1. Représentation de l'acheteur

Le suivi du marché est assuré par les services suivants :

- La direction générale des services est chargée du suivi juridique de l'accord-cadre
- Le service Logistique, Maintenance et Achats est chargé du suivi administratif et financier de l'accord-cadre.

Par dérogation à l'article 3.3 du CCAG/FCS, les personnes physiques désignées par les acheteurs pour la conduite du présent accord-cadre ne sont pas réputées disposer des pouvoirs suffisants pour prendre, dès notification de leur nom au Titulaire, les décisions nécessaires engageant le pouvoir adjudicateur. Tout acte et toute décision devant être pris pour permettre l'exécution des prestations, objet du présent accord-cadre, relèvent du pouvoir adjudicateur ou de son représentant le cas échéant.

4.4.2. Représentants du Titulaire

Par dérogation à l'article 3.4.1 – représentation du titulaire – du CCAG FCS, la ou les personnes physiques habilitées à représenter le Titulaire auprès du pouvoir adjudicateur pour les besoins de l'exécution de l'accord-cadre sont nommément désignées dans l'offre du Titulaire.

D'autres personnes physiques peuvent être habilitées par l'acheteur en cours d'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire s'engage à informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

5 CARACTÉRISTIQUES PRINCIPALES DE L'ACCORD-CADRE

Les caractéristiques techniques des prestations attendues figurent dans le CCTP.

5.1 ALLOTISSEMENT – VARIANTES – PRESTATIONS SUPPLEMENTAIRES EVENTUELLES

Conformément à l'article L.2113-11-2° du Code de la commande publique, le présent accord-cadre ne fait l'objet d'aucun allotissement en ce que la dévolution en lots séparés serait de nature à rendre techniquement plus difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Les variantes ne sont pas autorisées.

La personne publique ne prévoit pas de prestations supplémentaires éventuelles (PSE).

5.2 MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

L'Acheteur peut négocier, avec le Titulaire, sans publicité ni mise en concurrence préalables, un marché de prestations similaires en application des dispositions de l'article R.2122-7 du code de la commande publique.

5.3 CLAUSES DE REEXAMEN

Cette clause pourra intervenir pour le cas où le périmètre des missions des personnels des établissements concernés est élargi.

5.4 MONTANT DE L'ACCORD-CADRE

Le présent marché public est conclu sans montant minimum.

Le montant maximum de l'accord-cadre, sur la durée totale de l'accord-cadre, reconductions incluses est de 500 000€ Hors taxes.

5.5 DUREE DU MARCHE PUBLIC

L'accord-cadre prend effet au 1^{er} septembre 2025 et est conclu pour une période initiale de 12 mois.

Il pourra ensuite être reconduit tacitement trois fois, par périodes successives de 12 mois, sa durée maximale, reconductions incluses, étant de 48 mois. Le Titulaire ne peut s'opposer à la reconduction.

En cas de non-reconduction, le pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire au plus tard deux mois avant la date anniversaire de l'accord-cadre. La non-reconduction de l'accord-cadre ne peut ouvrir droit au profit du Titulaire à aucune indemnité de quelque nature que ce soit.

Dans l'hypothèse où l'accord-cadre ne serait pas reconduit, les bons de commande émis avant la fin de l'accord-cadre, continuent à s'exécuter jusqu'à leur terme.

5.6 MODE D'EXECUTION DES PRESTATIONS

Les prestations s'exécuteront par l'émission de bons de commande, à la survenance du besoin, et selon la méthodologie décrite à l'article 8.1 du présent CCAP.

5.7 HORAIRES D'OUVERTURE DES ETABLISSEMENTS

En cas de nécessité pour le Titulaire de se rendre sur le site du pouvoir adjudicateur, l'adresse est :

**11 rue Pierre et Marie Curie
75005 Paris**

75272 Paris cedex 06

Les réunions sur site pourront s'effectuer entre 09h00 et 16h00 du lundi au vendredi.

En cas de fermeture exceptionnelle de l'établissement, le Titulaire ne peut intervenir sur le site.

Lors de sa venue sur site, le Titulaire devra impérativement respecter les conditions prévues à l'article 7 du présent CCAP.

6 OBLIGATIONS DU TITULAIRE

En cas de manquement aux obligations mentionnées ci-après, l'administration pourra résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du Titulaire, et faire exécuter les prestations aux frais et risques du Titulaire.

Les obligations s'appliquent au Titulaire, ainsi qu'à ses éventuels cotraitants et sous-traitants. Le Titulaire doit donc veiller à ce que ses cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

6.1 CONDITIONS GENERALES

Avant tout début d'exécution des prestations, le Titulaire est réputé avoir pris pleine connaissance de tous les éléments en relation avec l'exécution des prestations, afin d'apprécier exactement les conditions d'exécutions et de sujétions.

En conséquence, il devra solliciter toute information complémentaire dont il ressentirait le besoin avant tout début d'exécution de la prestation, objet du marché.

Le Titulaire s'engage à accomplir tous les actes qui lui paraissent nécessaires auprès de l'établissement public, compte tenu de la nature et du domaine d'intervention qui lui sont confiés par le présent marché public. Il doit mettre en garde l'établissement contre d'éventuelles conséquences néfastes des dispositions inscrites dans les différentes pièces portées à sa connaissance tout au long de sa mission.

6.2 OBLIGATIONS DE QUALITE

Le Titulaire a la responsabilité de livrer un service de qualité, conforme aux stipulations des documents du marché public.

À ce titre, le Titulaire doit :

- atteindre les résultats demandés de la façon la plus efficiente possible ;
- conseiller l'administration sur l'exécution des prestations dont il a la responsabilité ;
- assurer un niveau de qualité conforme aux niveaux de service attendu ;
- donner une visibilité satisfaisante sur les processus mis en œuvre.

Le Titulaire a la responsabilité de mettre en œuvre une organisation, des méthodes et des moyens permettant la meilleure exécution possible des prestations. Il devra garantir la qualité de celles-ci, ainsi que leur conformité aux exigences de l'accord-cadre, tout au long de son exécution.

6.3 OBLIGATIONS DE CONSEIL ET D'INFORMATION

Le titulaire a un devoir de conseil s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements, potentiels au titre de ses prestations. Il est également tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

Le titulaire est ainsi tenu à une obligation permanente de conseil et de mise en garde. Dans l'hypothèse où le titulaire ne respecte pas cette obligation, il ne saurait se prévaloir d'une incohérence dans l'accord-cadre pour s'exonérer de ses obligations contractuelles.

Le titulaire et l'acheteur s'inscrivent dans le cadre d'une démarche d'amélioration continue des prestations de l'accord-cadre.

Si cela est nécessaire, le Titulaire propose une solution qui permettra d'assurer la continuité des prestations dans un niveau de qualité et de coût identique.

Cette obligation de conseil intervient également dans l'exécution de la prestation, comme cela est développé à l'article 14 du CCTP.

6.4 OBLIGATIONS DE RESULTAT

Le Titulaire est tenu à une obligation de résultat pour l'ensemble des prestations prévues au titre de l'accord-cadre.

A ce titre, le Titulaire doit veiller à ce que les prestations répondent en totalité, et de manière permanente aux prescriptions des documents de l'accord-cadre.

L'administration se réserve le droit, à tout moment, de vérifier les éléments de performance auxquels s'est engagé le Titulaire dans son offre.

Dans l'hypothèse où les résultats obtenus sont inférieurs à ceux annoncés dans son offre et/ou sa proposition technique et financière, le Titulaire s'engage sans délai à mettre en œuvre toutes les actions nécessaires pour rétablir le niveau de qualité attendu.

En cas de sous-traitance, le Titulaire demeure personnellement responsable de l'exécution de toutes les obligations résultant du présent accord-cadre.

6.5 OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET SECRET DES AFFAIRES

Le Titulaire s'engage à mettre en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il aura eu accès lors de l'exécution de l'accord-cadre, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel. Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'Acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le Titulaire, hors de l'accord-cadre ou à l'issue de son exécution.

Le Titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'Acheteur peut demander, à tout moment, au Titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis, sans en conserver aucune copie ou trace.

La violation de l'obligation de confidentialité par le Titulaire pourra entraîner la résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire.

Le titulaire ne peut divulguer les données et informations couvertes par le secret des affaires dont il aurait connaissance pendant la durée d'exécution de l'accord-cadre. Dans l'hypothèse où il aurait connaissance de telles informations, il s'engage à mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires afin de réduire les risques de divulgation, notamment au moyen d'engagements de confidentialité individuels, de cloisonnement organisationnel et de paramétrage des droits d'accès. En cas de violation de cette obligation, le Titulaire encourt une pénalité forfaitaire d'un montant de 100 € par document divulgué en méconnaissance du secret des affaires, ainsi que, en cas de manquement grave ou répété, la résiliation de l'accord-cadre à ses torts. Cette interdiction ne prend pas fin à l'issue de l'accord-cadre.

Le Titulaire consent, en application de l'article L. 151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution de l'accord-cadre puissent être divulgués par l'Acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un accord-cadre de substitution.

L'Acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants, de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le Titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, le Titulaire est tenu de déclarer sans délai à l'Acheteur toute situation de nature à constituer un conflit d'intérêts.

6.6 PERSONNEL INTERVENANT POUR LE COMPTE DU TITULAIRE

Le Titulaire devra faire assurer les prestations par du personnel spécialisé et compétent.

Le Titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit. Le personnel reste sous l'autorité hiérarchique du Titulaire et ce dernier s'assurera de la bonne exécution des prestations par son personnel.

Le Titulaire est responsable des accidents et vols du fait de son personnel. De même, la réparation des dégâts de toute natures produits à l'occasion de son intervention sur site sera à sa charge. Dans tous les cas, la remise en état doit se faire de façon à ne pas retarder l'avancement des prestations, quelle que soit l'action exercée par ailleurs auprès des compagnies d'assurances.

Pendant toute la durée d'exécution de l'accord-cadre, l'acheteur se réserve le droit de demander le remplacement motivé d'un ou de plusieurs intervenants du titulaire. De même, le titulaire peut proposer le remplacement d'un ou de plusieurs de ses intervenants.

Le remplaçant est soumis à l'approbation de l'acheteur. Tout refus sera motivé.

Le titulaire procède alors au remplacement des intervenants dans le délai d'un mois à compter de la demande ou de la proposition de remplacement.

En aucun cas, le remplacement du personnel ne pourra justifier une augmentation du montant des prestations.

Dans le cas où le titulaire s'est engagé sur l'intervention d'une personne physique nommément désignée et que celle-ci n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, il doit en informer sans délai l'acheteur. Dans les 30 jours suivants cette notification à l'acheteur, le titulaire doit communiquer à l'acheteur le nom et le curriculum vitae d'un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes. Le remplaçant est réputé accepté si l'acheteur ne le récusé pas dans un délai de 30 jours à compter de la réception de cette proposition du titulaire. Si, dans ce délai, l'acheteur récusé le remplaçant de manière motivée, le titulaire dispose d'un nouveau délai de trente jours pour proposer un autre remplaçant.

À défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de trois récusations successives motivées par l'acheteur, l'accord-cadre peut être résilié pour faute du titulaire.

6.7 CONTINUITE DE SERVICE

Dès lors que le Titulaire du présent accord-cadre est sollicité pour assurer une prestation, il lui appartient de prendre toutes les mesures nécessaires afin d'en assurer l'exécution de bout en bout, tout en garantissant les obligations de qualité et de résultats mentionnées supra.

6.8 RESPONSABILITE DU TITULAIRE

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges.

Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché.

Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente.

Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation de l'accord-cadre mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution de l'accord-cadre

6.9 TRAITEMENT DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le Titulaire du présent accord-cadre s'engage à effectuer pour le compte de l'Acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent accord-cadre, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'Acheteur et le sous-traitant est le Titulaire du présent accord-cadre.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le Titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'Acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la prestation de déplacements professionnels des personnels en mission.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée de 48 mois, correspondante à la durée d'exécution du présent accord-cadre.

La ou les finalité(s) du traitement sont les suivantes :

- Délivrer l'ensemble des prestations choisies par l'entreprise pour les déplacements professionnels de ses collaborateurs et les prestations accessoires à ces déplacements,
- Transmettre, selon les informations réglementaires nécessaires, aux tiers intervenants dans la délivrance des prestations,
- Suivi de la relation contractuelle comprenant l'envoi de courriers et emails de gestion relatifs aux prestations souscrites,
- La gestion de la satisfaction client, par exemple par la réalisation d'enquêtes de satisfaction,
- L'établissement de statistiques nécessaires au Pouvoir adjudicateur
- L'établissement de factures afférentes aux prestations délivrées,
- Le recouvrement, la gestion du contentieux et de la preuve,
- La gestion des demandes des usagers au titre de leurs droits en matière de données personnelles,

Les types de données à caractère personnel traitées sont les suivantes :

- Les données d'identité : nom de la société, login (si différent de l'email du collaborateur), le prénom, le nom, la civilité, le sexe, la date de naissance et les informations relatives au passeport (optionnel),
- Les données de contact : adresse postale téléphones, emails,
- Les données de voyage : langue préférée, devise préférée, cartes de réduction ou d'abonnement (optionnel), lieu de départ, destination, heure de départ, heure d'arrivée, compagnie, classe et tarif,
- Les données de facturation : axes analytiques de facturation (service de l'entreprise concerné par la facturation).

Les catégories de personnes concernées par les données sont les suivantes :

- Personnels enseignants-chercheurs et administratifs du Pouvoir adjudicateur ;
- Invités et intervenants extérieurs au Pouvoir adjudicateur.

Mise en œuvre du traitement :

- Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le Titulaire de l'accord-cadre s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seules finalités qui font l'objet du présent accord-cadre ;
2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'Acheteur figurant dans le cadre de réponses techniques. Si le Titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des États membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur ;
3. Si le Titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il doit informer l'Acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

Les données transférées vers un pays tiers doivent bénéficier d'un degré de protection équivalent à celui garanti par le RGPD au sein de l'Union européenne. Il est rappelé que tout transfert de données à caractère personnel, au bénéfice de toute entité et notamment de pays tiers ou d'organisations internationales, qui ne serait pas strictement conforme à la réglementation française ou européenne est formellement prohibé.

À défaut de pouvoir garantir le respect de ces exigences en cas de transfert de données à caractère personnel vers un pays tiers, le titulaire suspend tout transfert et se rapproche de l'acheteur pour envisager, le cas échéant, l'adaptation des modalités d'exécution de l'accord-cadre permettant le respect des exigences du RGPD.

Si les modalités d'exécution ne peuvent être adaptées, l'acheteur procède à la résiliation du marché pour motif d'intérêt général dans les conditions prévues par le CCAG de référence.

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent public accord-cadre ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'Acheteur. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent accord-cadre pour le compte et selon les instructions de l'Acheteur. Il appartient au Titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le Titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient à l'Acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

Le Titulaire aide l'Acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 24 heures après en avoir pris connaissance et par tous moyens permettant d'en attester la réception. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'Acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 72 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'Acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'Acheteur, le Titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Aide du Titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le Titulaire aide l'Acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le Titulaire met à la disposition de l'Acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'Acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le Titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement]

Sort des données

Au terme de l'exécution du présent accord-cadre, l'Acheteur informe le Titulaire de sa décision relative au sort des données. L'Acheteur peut demander au Titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'Acheteur ou au tiers désigné par l'Acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction.

- Délégué à la protection des données

Le Titulaire communique à l'Acheteur dès la notification de l'accord-cadre le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le Titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'Acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'Acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;
 2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'Acheteur ;
 3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :
 - o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
 - o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
 - o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
 - o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.
- Pénalité pour manquement aux obligations associées à la protection des données à caractère personnel

En cas de méconnaissance de la réglementation liée à la protection des données à caractère personnel et des stipulations du présent document, les pénalités suivantes seront appliquées : pénalité forfaitaire de 50 euros pour non-transmission du nom et des coordonnées du DPD du titulaire par jour de retard à compter de la notification et de 50 € par heure de retard en cas de non-respect du délai de notification des violations de données à caractère personnel...

Conformément au CCAG FCS, l'Acheteur peut résilier l'accord-cadre pour faute du Titulaire en cas de manquement grave et répété, par le Titulaire ou son sous-traitant, aux obligations relatives à la confidentialité, à la protection des données à caractère personnel et à la sécurité prévues par la réglementation française et européenne ainsi qu'aux obligations prévues par le présent article et par les pièces particulières de l'accord-cadre.

7 HABILITATION DES INTERVENANTS ET ACCES AUX ETABLISSEMENTS

Le (ou les) personnel(s) intervenant pour le compte du Titulaire devra impérativement respecter les consignes d'accès du Pouvoir adjudicateur pour l'exécution du présent accord-cadre.

Les obligations s'appliquent au Titulaire, ainsi qu'aux éventuels cotraitants et sous-traitants. Le Titulaire doit donc veiller à ce que les cotraitants et sous-traitants soient informés des obligations liées au présent marché public.

Les sacs pourront être contrôlés visuellement par l'agent d'accueil, qui, une fois les contrôles effectués, remettra un badge à chaque visiteur. **Le badge devra être porté en permanence et de manière visible.**

Si toutes les conditions de sécurité sont remplies, l'agent d'accueil contacte le point de contact qui pourra être amené à accompagner le(s) visiteur(s) pendant toute la durée de leur intervention sur site.

8 CONDITIONS D'EXECUTION

8.1 ÉMISSION ET EXECUTION DES BONS DE COMMANDE

Les bons de commande sont notifiés par tout moyen permettant d'en accuser date de réception certaine. En cas de commandes transmises par messagerie, le titulaire doit systématiquement envoyer par retour de mail un accusé de réception de la commande.

Toute signature des bons de commande, qu'elle soit électronique ou non, n'est pas requise.

Chaque bon de commande avec ses éventuelles annexes, précise notamment :

- le numéro et la date du bon de commande (correspondant au numéro de l'engagement juridique nécessaire pour la transmission de la facture) ;
- les coordonnées du bénéficiaire] (SIRET, ...) ;
- La date d'émission du bon de commande ;
- Le numéro et la référence de l'accord-cadre ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la désignation détaillée et la quantité des prestations commandées
- le prix correspondant hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC)
- le montant total (HT et TTC) du bon de commande
- les lieux d'exécution et dates des prestations.

Lorsque le titulaire estime que les prescriptions d'un bon de commande qui lui est notifié appellent des observations de sa part, il doit les notifier à l'acheteur dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception du bon de commande, sous peine de forclusion.

Lorsque le titulaire/les titulaires est/sont mis dans l'impossibilité de respecter le délai contractuel, du fait de l'acheteur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, l'acheteur prolonge le délai d'exécution. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire/les titulaires signale/signalent à l'acheteur les faits, dans les 15 jours de leur apparition, et avant l'expiration du délai contractuel. Il(s) lui indique(nt) la durée de prolongation souhaitée. L'acheteur dispose de 15 jours pour lui notifier sa décision. La durée d'exécution de l'accord-cadre ou des bons de commande est prolongée dans les conditions prévues par le CCAG FCS.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution doit être terminée au plus tard 4 mois suivant la fin de l'accord-cadre.

La résiliation de l'accord-cadre ne remet pas en cause la validité du bon de commande émis avant la date d'effet de la décision de résiliation. Le titulaire est tenu de respecter son engagement contractuel jusqu'à l'admission des prestations.

8.2 DELAIS D'EXECUTION

Le Titulaire est tenu de respecter l'intégralité des délais mentionnés dans son mémoire technique.

En cas de non-respect de ces délais contractuels, le Titulaire encourt les pénalités détaillées à l'article 14 du présent document.

8.3 MODALITES DE DECOMPTE DES DELAIS

Les dispositions suivantes sont prises par dérogation à l'article 3.2 du CCAG/FCS.

Lorsque **le délai est fixé en mois**, il est compté de quantième en quantième. S'il n'existe pas de quantième correspondant dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour de ce mois, à minuit.

Lorsque **le délai est fixé en jours**, il s'entend en jours calendaires et il expire à minuit le dernier jour du délai. Lorsque le dernier jour d'un délai est un samedi ou un dimanche ou un jour férié, le délai est prolongé jusqu'à la fin du premier jour ouvré qui suit, à minuit.

Lorsque le **délai est fixé en jours ouvrés**, il s'entend hors samedis, dimanches, jours fériés.

Lorsque le délai est fixé **en heures ouvrées**, il s'entend du lundi au vendredi de 08h30 à 17h30.

Lorsque le **délai est fixé en heures**, ce délai commence à courir à compter de l'heure exacte (et à la minute près) à laquelle a eu lieu le fait qui sert de point de départ de ce délai (heure de transmission d'un ticket par exemple).

8.4 PROLONGATION DU DELAI D'EXECUTION

Une prolongation du délai d'exécution peut être accordée par le pouvoir adjudicateur dans les conditions mentionnées à l'article 13.3 du CCAG/FCS. Toute demande de prolongation doit être motivée et aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel de livraison des livrables ou d'exécution de la prestation.

9 REGIME DES DROITS DE PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Le présent accord-cadre fait application des articles 34 à 37 du CCAG-FCS.

10 VERIFICATIONS ET ADMISSION DES PRESTATIONS

Une fois les opérations de vérification effectuées, le pouvoir adjudicateur peut prendre les décisions décrites à l'article 29 du CCAG/FCS.

11 CLAUSE ENVIRONNEMENTALE

Le Titulaire se conforme à l'ensemble de la réglementation actuelle et à venir en matière d'environnement et de développement durable.

Le Titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes, et de préservation du voisinage. Il doit être en mesure d'en justifier le respect, en cours d'exécution du marché et pendant la période de garantie des prestations, sur simple demande de l'acheteur.

En cas d'évolution de la réglementation dans ces domaines en cours d'exécution du marché, les modifications éventuelles, demandées par l'acheteur afin de se conformer aux règles nouvelles, donnent lieu à la signature d'un avenant par les parties au marché ou, en l'absence d'accord entre les parties, à une modification unilatérale par l'acheteur.

Le Titulaire s'engage, par ailleurs, à respecter les propositions qu'il a faites dans le questionnaire concernant développement durable, transmis lors de la remise de son offre et annexé à l'acte d'engagement.

Par ailleurs, en application des prescriptions des directives, concernant la prise en compte du développement durable dans les achats du ministère des Armées, le Titulaire s'engage à limiter la consommation des ressources non renouvelables, à réduire la consommation électrique ainsi que les déchets et à traiter de façon optimale les produits en fin de vie.

Le cas échéant, et conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur, le Titulaire sera tenu de récupérer les matériels en fin de vie ou usagés afin d'assurer leur recyclage ou leur destruction.

12 MONTANT DES PRESTATIONS ET PRIX APPLIQUES

12.1 MONTANT DES PRESTATIONS

Le montant pour chaque prestation comprend des prix issus du bordereau des prix (BPU), annexé à l'acte d'engagement (annexe 1 à l'acte d'engagement), dans la version résultant des dernières modifications éventuelles opérées par avenant.

12.2 CONTENU DES PRIX

Les prix sont réputés complets et comprennent toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres, frappant obligatoirement la prestation, ainsi que tous les frais afférents aux prestations, aux risques techniques et économiques prévisibles, les frais d'assurance, de documentation, les frais éventuels de transport, de déplacement et d'hébergement des personnels du Titulaire ainsi que la livraison franco de port et d'emballage de toutes les fournitures.

Ils se décomposent de la façon suivante :

- le prix des billets de transport, d'hébergement et/ou de location des véhicules demandés, ou services associés. Ces prix varieront dans le temps en fonction des tarifs pratiqués par les transporteurs et fournisseurs de service ;
- les frais de gestion des commandes tels que prévus au BPU. Ces frais incluront toutes les rémunérations du prestataire sous quelque forme que ce soit, et notamment les frais de recherche d'itinéraires et de tarification, les frais de réservation, émission de billets de transport aérien, les frais de livraison, éventuels. Aucun frais ne sera appliqué pour les recherches d'itinéraires non suivi d'une commande.

12.3 PRIX INITIAUX

Les prix sont réputés établis aux conditions économiques en vigueur à la date de remise des offres. Le Titulaire certifie que les prix stipulés n'excèdent pas ceux de son barème pratiqué à l'égard de l'ensemble de sa clientèle. Il s'engage à fournir toutes les justifications permettant de vérifier cette conformité si le pouvoir adjudicateur le demande.

Dans le BPU, annexé à l'acte d'engagement, les prix sont établis hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC) en euros (€), avec deux décimales. Les prix sont assujettis à la TVA au taux en vigueur, indiqué dans l'offre financière du Titulaire.

En cas de variation de ce taux ou de création de taxe, les factures tiendront compte des modifications intervenues.

12.4 FORMES ET TYPES DE PRIX

Conformément à l'article R.2112-7 du code de la commande publique le présent accord-cadre est conclu à prix définitif.

Les prix sont forfaitaires et révisables, à la hausse comme à la baisse.

12.5 MODALITES DE REVISION DES PRIX

Les demandes de révision des prix pourront être formulées par échanges dématérialisés.

La première révision pourra intervenir 12 mois après la date d'exécution du présent du présente accord-cadre fixé au 1^{er} septembre 2025. Les révisions suivantes interviendront tous les 12 mois à la date anniversaire de prise d'effet du présent accord-cadre.

L'application des tarifs révisés nécessite une validation formelle de l'administration.

Le Titulaire communique par courrier électronique une nouvelle version complète du BPU (format Excel ou équivalent, lisible par l'administration).

Sont notamment précisés :

- les prix de référence précédemment pratiqués,
- les nouveaux prix de référence proposés,
- les pourcentages de variation des nouveaux prix de référence par rapport aux prix de référence précédemment pratiqués.

À réception, l'administration contractante dispose d'un délai de quinze (15) jours ouvrés pour faire connaître ses éventuelles observations. À l'issue des échanges entre le Titulaire et l'administration, la version complète du nouveau bordereau de prix est introduite dans l'accord-cadre.

Les prix révisés seront applicables le lendemain de la notification d'acceptation, sous réserve que 6 mois se soient écoulés depuis l'application des tarifs précédents.

12.6 FORMULES DE REVISION DES PRIX

La révision s'effectue par rapport au barème du Titulaire, à la hausse comme à la baisse.

Le Titulaire devra communiquer à l'appui de son nouveau tarif et à ses frais, les justificatifs de l'évolution de son nouveau tarif lorsque celle-ci est à la hausse.

12.7 CLAUSE DE SAUVEGARDE

L'administration se réserve le droit de résilier sans indemnité la partie non exécutée de l'accord-cadre à la date d'application du nouveau barème lorsque l'augmentation de celui-ci est supérieure à :

- 5 % l'an pour les frais de gestion relatives aux prestations.

13 MODALITÉS DE RÈGLEMENT

13.1 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT ET INTERETS MORATOIRES

Le délai maximum de paiement est de trente (30) jours calendaires à compter de la date de réception de la facture, ou de la date d'exécution des prestations, portée sur la certification de service fait, si elle est postérieure à la date de réception de la facture dématérialisée.

Dans les conditions prévues aux articles R. 2192-31 à R. 2192-36 du code de la commande publique, le défaut de paiement dans les délais fait courir, de plein droit et sans formalité, des intérêts moratoires et une indemnité forfaitaire de 40 euros pour frais de recouvrement aux bénéfices du Titulaire. Le taux des éventuels intérêts moratoires sera égal au taux d'intérêts de la principale activité de refinancement de la banque centrale européenne (BCE) augmenté de 8 points.

13.2 ÉTABLISSEMENT DES FACTURES

Une facture est établie pour chaque mission qui constitue un état détaillé et consolidé des prestations réalisées.

Le relevé d'opérations sera détaillé selon les informations communiquées par le chargé de mission mais, a minima, il devra comporter le centre de coût et le numéro d'engagement juridique (BDC).

Il pourra faire l'objet d'une modification à la demande du pouvoir adjudicateur.

Ces factures sont regroupées dans un relevé d'opérations (ROP) qui donnera lieu à un paiement mensuel par virement.

La gestion des avoirs susceptibles d'intervenir lors de la facturation devra faire l'objet d'un suivi attentif par le Titulaire. Toute contestation sur le montant d'une facture devra s'accompagner d'une réponse détaillée.

Quoi qu'il en soit si la validité d'un avoir devait s'avérer, il devra intervenir au plus tard le mois suivant l'émission de la facture contestée.

13.2.1. Mentions obligatoires sur les factures

Les factures sont établies en un original portant outre les mentions légales, les indications suivantes :

- ✓ Le nom et adresse du créancier (Pouvoir adjudicateur) ;
- ✓ Le numéro de séquençement unique (n° facture) ;
- ✓ Le numéro d'inscription au registre du commerce, le numéro de SIRET références de son compte bancaire ou postal ;
- ✓ La référence du marché : 2025ENSCP00004 ;

- ✓ Le cas échéant, la référence du bon de commande ;
- ✓ La désignation complète de la prestation ;
- ✓ Les prix, le taux et le montant de la taxe à la valeur ajoutée française (T.V.A.) ;
- ✓ La date d'édition de la facture.

13.2.2. Transmission des factures

Les factures devront être transmises sur le portail « CHORUS PRO » en renseignant les éléments suivants :

- ✓ Le numéro de SIRET qui identifiera l'ENSCP en tant que destinataire de la facture :
130 021 421 00016
- ✓ Le code service en fonction du centre de coût ;
- ✓ Le numéro d'engagement : 45000....

Quel que soit le mode d'envoi, toute facture incomplète sera rejetée.

13.3 REGLEMENT

Le Titulaire ne pourra prétendre au paiement des prestations qu'après vérification et admission valant réception des prestations par le Pouvoir adjudicateur.

Le mode de règlement est le virement.

13.4 AVANCE

Sauf en cas de refus du Titulaire indiqué au cadre B4 de l'acte d'engagement, il convient de se reporter aux articles R2191.16 à R.2191.18 du code de la commande publique relatifs aux accords-cadres qui s'exécutent par bons de commande.

Pour les accords-cadres à bons de commande ne comportant pas de montant minimum fixé en valeur, pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 € HT :

- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 2 mois et inférieure ou égale à 12 mois, le montant de l'avance est fixé à 5 % du montant TTC du bon de commande. Ce taux est porté à 20 % si le Titulaire est une PME ;
- si la durée d'exécution du bon de commande est supérieure à 12 mois, le montant de l'avance s'élève à 5 % de la somme égale à 12 fois le montant du bon de commande divisée par la durée du bon de commande exprimée en mois. Ce taux est porté 20 % à si le Titulaire est une PME.

13.5 ACOMPTES

Le présent marché public ne donne pas le droit au versement d'acomptes.

14 PÉNALITÉS

Les pénalités s'appliquent dès lors que les délais inscrits dans le mémoire technique du Titulaire sont dépassés.

Les pénalités peuvent être cumulatives.

14.1 PENALITES POUR RETARD

Les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure dès lors que le délai contractuel d'exécution des prestations est expiré.

En cas de retard et dans la mesure où ce retard est imputable au Titulaire, les pénalités suivantes pourront être appliquées :

Cette pénalité est calculée par application d'un forfait de 50 € pour la non-exécution de la prestation demandée.

14.2 PENALITES POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE SECURITE OU DE CONFIDENTIALITE

L'article 14.3 du CCAG/FCS s'applique au présent accord-cadre.

14.3 PENALITES POUR NON-RESPECT DES PROPOSITIONS LIEES AU DEVELOPPEMENT DURABLE

Ces pénalités concernent la totalité des prescriptions et propositions faites par le Titulaire dans le questionnaire concernant le développement durable.

En cas de manquement avéré quant à ses propres engagements, le Titulaire se verra appliquer une pénalité correspondant à 2 % du prix de la prestation au cours de laquelle le manquement a été constaté.

15 MODIFICATION DE L'ACCORD-CADRE

Si le besoin le justifie, l'accord-cadre peut faire l'objet de modifications, sous réserve des dispositions de l'article L. 2194-1 du code de la commande publique.

16 RÉSILIATION DE L'ACCORD-CADRE

Le présent accord-cadre pourra être résilié dans les conditions prévues au chapitre 8 du CCAG/FCS, notamment pour les motifs ci-après :

- événement extérieur au marché (article 48) ;
- événements liés au marché (article 49) ;
- faute du Titulaire (article 50).

En outre, l'accord-cadre pourra être résilié pour motif d'intérêt général. Par dérogation à l'article 51 du CCAG/FCS, aucune indemnité ne sera due au Titulaire. Seront versées au Titulaire les sommes dues pour les prestations exécutées et réceptionnées.

En complément des dispositions de ces articles, l'accord-cadre peut également être résilié pour faute du Titulaire dans les cas suivants :

- inexactitude des renseignements fournis à l'appui de la candidature et/ou de l'offre,
- non-respect des obligations contractuelles malgré une mise en demeure.

Le Pouvoir adjudicateur invitera préalablement le Titulaire à présenter ses observations. En cas de résiliation, le pouvoir adjudicateur exigera au moins du Titulaire la remise des données détenues en vue de l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur en informe le Titulaire ou ses ayants droits lors de la notification de la résiliation en indiquant le délai de remise de ces données par le Titulaire et les conditions de leur conservation dans l'attente de cette remise.

17 - PRESTATIONS AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Conformément à l'article 54 du CCAG/FCS, le pouvoir adjudicateur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations prévues par le présent marché public, aux frais et risques du Titulaire, soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du Titulaire, est à la charge du Titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

18 DOCUMENTS A PRODUIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DU MARCHE PUBLIC

18.1 ASSURANCES

Conformément à l'article 9 du CCAG/FCS, le Titulaire doit contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur, et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages, causés par l'exécution des prestations.

Le Titulaire doit justifier dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché public et avant tout début d'exécution de celui-ci qu'il est titulaire de ces contrats d'assurances au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution du marché public, le Titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande faite par l'administration. A défaut de production dans un délai de 15 jours, le marché public pourra être résilié aux torts exclusifs du Titulaire.

18.2 DOCUMENTS ADMINISTRATIFS A PRODUIRE PENDANT L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

Le Titulaire doit fournir les pièces prévues aux articles D 8222-5, D 8222-7 et D 8222-8 du code du travail. Ces pièces sont à produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Si le Titulaire ne fournit pas ces documents, l'administration lui notifie par écrit une mise en demeure assortie du délai dont il dispose pour fournir ces documents. A défaut d'indication du délai, le Titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

18.3 REDRESSEMENT OU LIQUIDATION JUDICIAIRE

Le pouvoir adjudicateur informe le Titulaire que si, pendant la durée du marché public, son entreprise est en difficulté sur le plan judiciaire, elle doit, par l'intermédiaire de son représentant, de l'administrateur judiciaire ou du liquidateur désigné, adresser au représentant du pouvoir adjudicateur dans les quinze jours qui suivent la décision de justice, une copie de tous les actes judiciaires relatifs au jugement de faillite personnelle, redressement ou liquidation judiciaire, ainsi qu'une copie de tous les documents afférents aux autorisations de poursuite des activités du Titulaire, dans le cadre d'exécution du marché public.

19 OBLIGATIONS DU TITULAIRE DANS LE CADRE DE L'EXECUTION DE L'ACCORD-CADRE

19.1 LUTTE CONTRE LE TRAVAIL DISSIMULE

En application de l'article L.8222-6 du Code du travail, si le pouvoir adjudicateur est informé par écrit par un agent de contrôle de la situation irrégulière du Titulaire au regard des formalités mentionnées aux articles L.8221-3 et L.8221-5, le Titulaire sera mis en demeure d'apporter au pouvoir adjudicateur la preuve qu'elle a mis fin à la situation délictuelle. A défaut, le marché public pourra être rompu sans indemnité, aux frais et risques du Titulaire.

En outre, le Titulaire est tenu d'établir un enregistrement exhaustif de toutes les personnes qu'il emploie sur le site du Pouvoir adjudicateur. Cet enregistrement est tenu à jour et mis à disposition des établissements et de toute autre autorité compétente, qui peut en solliciter la production à tout moment pendant la durée du marché public. Le cas échéant, le Titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables. Il reste responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée du marché public.

19.2 LANGUE

En application de la loi n° 94-665 du 4 août 1994 relative à l'emploi de la langue française, l'ensemble des livrables demandés au titre du présent marché public doit être rédigé en français.

En application de l'article R. 2143-16 du code de la commande publique, dans le cas où un candidat ne peut délivrer un document en langue française, il devra fournir ce document accompagné d'une traduction en français certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

De plus, l'ensemble des communications écrites ou orales qui pourraient avoir lieu entre le pouvoir adjudicateur, le Titulaire et ses sous-traitants éventuels, durant l'exécution du marché public s'effectuera en français.

19.3 COMMUNICATION DE TOUT CHANGEMENT AFFECTANT AUX DONNEES DU TITULAIRE

Le Titulaire s'engage à prévenir le Pouvoir adjudicateur de toute modification intervenant dans les caractéristiques de la société (changement de raison sociale, de compte bancaire, de SIRET, etc.) au fur et à mesure qu'elles interviennent, sous peine de refus des créances par le comptable public.

Le non-respect de cette obligation entraînera systématiquement la suspension du délai global de paiement.

19.4 RESPONSABILITES DU TITULAIRE VIS-A-VIS DES TIERS

En toute circonstance, le Titulaire demeure seul responsable de tous dommages ou accidents causés à des tiers, lors ou par suite de l'exécution de prestations résultant, soit de son propre fait, soit de son personnel.

20 DIFFERENDS ET LITIGES

20.1 DISPOSITIONS GENERALES

Le pouvoir adjudicateur et le Titulaire s'efforceront de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du marché public ou à l'exécution des prestations objet du marché public.

Tout différend entre le Titulaire et le pouvoir adjudicateur doit faire l'objet, de la part du Titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant les motifs et indiquant, le cas échéant, le montant des sommes réclamées. Ce mémoire doit être communiqué au pouvoir adjudicateur dans le délai de deux mois, courant à compter du jour où le différend est apparu, sous peine de forclusion.

Le pouvoir adjudicateur dispose d'un délai de deux mois, courant à compter de la réception du mémoire de réclamation, pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut rejet de la réclamation.

20.2 COMITES CONSULTATIFS DE REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES

En application des articles L. 2197-1, R. 2197-23 et R. 2197-24 du code de la commande publique, en cas de différend concernant l'exécution des marchés publics, les acheteurs et le Titulaire peuvent recourir au médiateur des entreprises ou aux comités consultatifs de règlement amiable des différends ou litiges relatifs aux marchés dans des conditions fixées par décret.

Les comités consultatifs de règlement amiable ont pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Le médiateur des entreprises agit comme tierce partie, sans pouvoir décisionnel, afin d'aider les parties, qui en ont exprimé la volonté, à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

La saisine du médiateur des entreprises ou d'un comité consultatif de règlement amiable interrompt le cours des différentes prescriptions et les délais de recours contentieux jusqu'à la notification du constat de clôture de la médiation ou la notification de la décision prise par l'acheteur sur l'avis du comité.

Le mode de saisine, la composition, l'organisation et les modalités de fonctionnement des comités consultatifs sont fixés par décret.

20.3 PROCEDURE CONTENTIEUSE

Le cas échéant et pour tout renseignement, l'instance chargée des procédures de recours contentieux est :

Tribunal administratif de Paris

7 Rue de Jouy

75004 Paris

Tél : 01 44 59 44 00

Greffe.ta-paris@juradm.fr

21 DEROGATIONS AU CCAG - FCS

Sauf dérogations citées ci-dessous, les stipulations du présent cahier des clauses particulières se réfèrent expressément au cahier des clauses administratives générales CCAG/FCS et s'appliquent au présent accord-cadre.

CCAP	CCAG
Article 3 : Documents contractuels	Article 4.1
Article 4.4.1 : Représentation de l'acheteur	Article 3.3
Article 4.4.2 : Représentation du titulaire	Article 3.4.1
Article 8.3 : Modalités de décompte des délais	Article 3.2
Article 10.1.1 : Vérifications de type 1	Articles 29 à 32 et 33.2.1
Article 10.1.2 : Vérifications de type 2	Articles 29, 30.3 et 32.2 à 32.4
Article 16 : Résiliation de l'accord-cadre	Article 51